
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

(Réimpression)

(Reprint)

Projet de loi 260

Bill 260

Loi modifiant la Loi des ingénieurs

An Act to amend the Engineers Act

Première lecture

First reading

M. SAINT-PIERRE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 260

Loi modifiant la Loi des ingénieurs

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi des ingénieurs (Statuts refondus, 1964, chapitre 262) est remplacé par le suivant:

« **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

- a)* « **Ordre** »: l'Ordre des ingénieurs du Québec constitué par la présente loi;
- b)* « **Bureau** »: le Bureau de l'Ordre;
- c)* « **membre** »: une personne inscrite au tableau de l'Ordre;
- d)* « **ingénieur** »: un membre de l'Ordre;
- e)* « **tableau** »: la liste des membres en règle de l'Ordre dressée conformément au Code des professions et à la présente loi. »

2. L'article 2 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

« *a)* les chemins de fer, les voies publiques, les aéroports, les ponts, les viaducs, les tunnels et les installations reliés à un système de transport, dont le coût excède trois mille dollars, à l'exclusion des chemins de colonisation du gouvernement et des chemins ordinaires dans les municipalités rurales; ».

3. L'article 5 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du paragraphe *c*, les mots « la

Bill 260

An Act to amend the Engineers Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Engineers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 262) is replaced by the following:

“**1.** In this act, unless the context indicates a different meaning, the following words mean:

- (a)* “**Order**”: the Order of Engineers of Québec constituted by this act;
- (b)* “**Bureau**”: the Bureau of the Order;
- (c)* “**member**”: a person entered on the roll of the Order;
- (d)* “**engineer**”: a member of the Order;
- (e)* “**roll**”: the list of the members in good standing of the Order drawn up in accordance with the Professional Code and this act.”

2. Section 2 of the said act is amended by replacing subparagraph *a* by the following:

(a) railways, public roads, airports, bridges, viaducts, tunnels and the installations, connected with a transport system the cost of which exceeds three thousand dollars, excluding government colonization roads and ordinary roads in rural municipalities;

3. Section 5 of the said act is amended by replacing the words “Corporation of Forest Engineers of the Province” in the

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a pour principal objet de modifier la Loi des ingénieurs de façon à ce qu'elle concorde avec les dispositions du projet de Code des professions.

Le projet précise le champ de pratique de l'ingénieur en déclarant qu'en font partie les travaux se rapportant aux chemins de fer, aux voies publiques, aux aéroports, aux ponts, aux viaducs, aux tunnels et aux installations reliées à un système de transport, dont le coût excède trois mille dollars, à l'exclusion des chemins de colonisation du gouvernement et des chemins ordinaires dans les municipalités rurales.

Les ingénieurs du Québec constitueront une corporation désignée, à l'avenir, sous le nom de « Corporation professionnelle des ingénieurs du Québec » ou « Ordre des ingénieurs du Québec ».

Il est prévu que le Code des professions s'appliquera à l'Ordre et à ses membres, sous réserve des dispositions de la Loi des ingénieurs.

L'Ordre sera désormais administré par un Bureau composé d'un président élu conformément au Code des professions, de vingt administrateurs élus de la manière prévue aux règlements de la Corporation et de quatre autres administrateurs nommés par l'Office des professions du Québec.

En plus des pouvoirs réglementaires qu'il détiendra en vertu du Code des professions, le Bureau pourra adopter des règlements pour établir une caisse de retraite pour les membres de l'Ordre et un fonds de sources pour les ingénieurs dans le besoin.

Les règlements adoptés par le Bureau entreront en vigueur conformément à l'article 90 du Code des professions.

EXPLANATORY NOTES

The main purpose of this bill is to amend the Engineers Act to make it concord with the Professional Code bill.

The bill clarifies the field of activities of the engineers by declaring that the work respecting the railways, public roads, airports, bridges, viaducts, tunnels and the installations connected with a transport system the cost of which exceeds three thousand dollars are part of them, excluding government colonization roads and the ordinary roads in rural municipalities;

The engineers of the province of Québec will henceforth constitute a corporation called the "Professional Corporation of Engineers of Québec" or "Order of Engineers of Québec".

It is provided that the Professional Code will apply to the Order and its members, subject to the Engineers Act.

The Order will henceforth be administered by a Bureau consisting of a president elected in accordance with the Professional Code, twenty directors elected in the manner provided in the regulations of the Corporation, and four other directors appointed by the Professional Board of Québec.

In addition to the prescribed powers attributed to it under the Professional Code, the Bureau can adopt regulations for the purpose of establishing a retirement fund for the members of the Order and an emergency fund for needy engineers.

The regulations made by the Bureau will come into force in accordance with section 90 of the Professional Code.

Corporation des ingénieurs forestiers de la province de » par les mots « l'Ordre des ingénieurs forestiers du ».

4. Le titre de la section III de ladite loi est remplacé par le suivant :

« ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC ».

5. L'article 6 de ladite loi est remplacé par les suivants :

« **6.** L'ensemble des personnes habilitées à exercer la profession d'ingénieur au Québec constitue une corporation désignée sous le nom, en français, de « Corporation professionnelle des ingénieurs du Québec » ou « Ordre des ingénieurs du Québec » et, en anglais, de « Professional Corporation of Engineers of Québec » ou « Order of Engineers of Québec ».

« **6a.** Sous réserve des dispositions de la présente loi, l'Ordre et ses membres sont régis par le Code des professions. »

6. L'article 7 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots « la Corporation » par les mots « l'Ordre ».

7. L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **8.** L'Ordre est administré par un bureau appelé « Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec ».

Le Bureau est composé d'un président élu conformément au Code des professions, de vingt administrateurs élus de la manière prévue aux règlements et de quatre administrateurs nommés par l'Office des professions du Québec, de la manière prévue au Code des professions. »

8. L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **9.** Nonobstant les dispositions du Code des professions, il est tenu compte du lieu de résidence d'un ingénieur plutôt que du lieu où il exerce principalement sa

first and second lines of paragraph c by the words "Order of Forest Engineers".

4. The title of Division III of the said act is replaced by the following :

"ORDER OF ENGINEERS OF QUÉBEC".

5. Section 6 of the said act is replaced by the following :

"**6.** All the persons qualified to practise the profession of engineering in the province of Québec constitute a corporation called "Professional Corporation of Engineers of Québec" or "Order of Engineers of Québec" in English and "Corporation professionnelle des ingénieurs du Québec" or "Ordre des ingénieurs du Québec" in French.

"**6a.** Subject to this act, the Order and its members shall be governed by the Professional Code."

6. Section 7 of the said act is amended by replacing the word "Corporation" in the first line by the word "Order".

7. Section 8 of the said act is replaced by the following :

"**8.** The Order shall be administered by a bureau called the "Bureau of the Order of Engineers of Québec".

The Bureau shall consist of a president elected in accordance with the Professional Code, twenty directors elected in the manner provided by the regulations and four directors appointed by the Québec Professions Board in the manner provided in the Professional Code."

8. Section 9 of the said act is replaced by the following :

"**9.** Notwithstanding the Professional Code, account shall be taken of an engineer's place of residence rather than of that where he mainly practises his profes-

Les dispositions concernant l'admission à l'étude et l'inscription comme membre étudiant de la Corporation sont retranchées de la Loi des ingénieurs.

Le bureau d'examineurs s'appellera désormais le comité d'examineurs.

Le projet précise les conditions requises pour être admis comme membre de la Corporation, notamment quant au diplôme à détenir et quant à l'exigence de la citoyenneté. Il est prévu que le Bureau pourra admettre temporairement comme membre de la Corporation une personne qui ne remplira pas les conditions requises quant à la citoyenneté, mais qui sera domiciliée au Québec et qui possédera la compétence voulue, lorsque les services de cette personne seront requis comme spécialiste.

Les dispositions concernant la discipline des membres de la Corporation se trouveront désormais dans le Code des professions et sont retranchées en conséquence de la Loi des ingénieurs.

Les infractions à la Loi des ingénieurs rendront leurs auteurs passibles des peines prévues à l'article 174 du Code des professions. Les poursuites pourront être intentées, à la suite de ces infractions, par le procureur général ou par la Corporation; dans le premier cas, l'amende perçue sera versée au fonds consolidé du revenu et, dans le second cas, elle sera versée à la Corporation.

On prévoit qu'un enquêteur désigné par le Bureau pourra pénétrer à toute heure raisonnable dans des chantiers de construction, afin de constater si les plans et devis de travaux qui doivent être signés et scellés par un ingénieur portent effectivement la signature et le sceau d'un membre de l'Ordre.

The provisions respecting admission to study and registration of student members of the Corporation are removed from the Engineers Act.

The board of examiners will henceforth be called the committee of examiners.

The bill specifies the conditions required for admission as a member of the Corporation, in particular as regards the diploma to be held and the citizenship requirements. It is provided that the Bureau may temporarily admit as a member of the Corporation a person who does not meet the required conditions as to citizenship but is domiciled in the province of Québec and has the required competence, if his services as a specialist are required.

The provisions governing discipline of members of the Corporation will henceforth be in the Professional Code and are consequently removed from the Engineers Act.

Offences against the Engineers Act will make offenders liable to the fines provided for in section 174 of the Professional Code. Proceedings following such offences may be taken by the Attorney-General or by the Corporation; in the first case, the fine collected will be paid into the consolidated revenue fund and in the second it will be paid to the Corporation.

It is provided that an investigator designated by the Bureau can enter a construction site at any reasonable hour for the purpose of verifying whether the plans and specifications which must be signed and sealed by an engineer actually bear the signature and seal of a member of the Order.

profession, lors de l'élection des membres du Bureau. »

9. L'article 10 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, les mots « La Corporation » par les mots « L'Ordre »;

b) en retranchant le paragraphe *c*;

c) en retranchant, dans les première et seconde lignes du paragraphe *d* du premier alinéa, les mots « la composition du Conseil et »;

d) en retranchant le paragraphe *e* du premier alinéa;

e) en retranchant, dans la première ligne du paragraphe *f* du premier alinéa, les mots « à l'étude et »;

f) en remplaçant le paragraphe *i* du premier alinéa par le suivant:

« *i)* pour établir et administrer une caisse de retraite pour les membres de l'Ordre conformément à la Loi des régimes supplémentaires de rentes, et pour organiser des régimes d'assurance-groupe pour les ingénieurs; »;

g) en insérant, dans la première ligne du paragraphe *j* du premier alinéa, après le mot « sections », le mot « régionales »;

h) en ajoutant à la fin du paragraphe *k* du premier alinéa, après le mot « membres »; les mots « , sauf quant à la négociation de convention collective pour ceux-ci »;

i) en remplaçant le paragraphe *l* du premier alinéa par le suivant:

« *l)* pour établir et administrer au profit des ingénieurs dans le besoin un fonds de secours, dont les avoirs sont placés conformément à l'article 981*o* du Code civil; »;

j) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe *o* du premier alinéa, les mots « la Corporation » par les mots « l'Ordre »;

k) en remplaçant le second alinéa par le suivant:

« Les règlements adoptés par le Bureau en vertu de la présente loi entrent en vigueur conformément à l'article 90 du Code des professions. »

sion, at elections of members to the Bureau."

9. Section 10 of the said act is amended:

(a) by replacing the word "Corporation" in the first line by the word "Order";

(b) by striking out subparagraph *c*;

(c) by striking out the words "the membership of its council and" in the first and second lines of subparagraph *d* of the first paragraph;

(d) by striking out subparagraph *e* of the first paragraph;

(e) by striking out the words "study and" in the first line of subparagraph *f* of the first paragraph;

(f) by replacing subparagraph *i* by the following:

"*(i)* to establish and administer a retirement fund for the members of the Order in accordance with the Supplemental Pension Plans Act, and to organize group insurance plans for engineers;"

(g) by inserting the word "regional" after the word "establish" in the first line of subparagraph *j* of the first paragraph.

(h) by adding at the end of subparagraph *k* of the first paragraph, after the word "members" the words "except in the case of the negotiation of a collective agreement for such members."

(i) by replacing subparagraph *l* by the following:

"*(l)* to establish and administer an assistance fund for needy engineers, the assets of which shall be invested in accordance with article 981*o* of the Civil Code;"

(j) by replacing the word "Corporation" in the second line of subparagraph *o* of the first paragraph by the word "Order";

(k) by replacing the second paragraph by the following:

"The by-laws adopted by the Bureau under this act shall come into force in accordance with section 90 of the Professional Code."

10. L'article 11 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe *a*, les mots « la Corporation ou avec l'autorisation de cette dernière » par les mots « l'Ordre ou avec l'autorisation de celui-ci;

b) en remplaçant, dans les première et seconde lignes du paragraphe *b*, les mots « la Corporation » par les mots « l'Ordre »;

c) en retranchant le paragraphe *e*.

11. L'article 12 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, les mots « La Corporation » par les mots « L'Ordre »;

b) en remplaçant, dans la deuxième ligne du second alinéa, les mots « la Corporation » par les mots « l'Ordre ».

12. Ladite loi est modifiée en retranchant, dans le titre de la section IV, les mots « À L'ÉTUDE ET ».

13. L'article 13 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la première ligne des premier, troisième et quatrième alinéas, le mot « bureau » par le mot « comité »;

b) en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots « la Corporation » par les mots « l'Ordre ».

14. L'article 14 de ladite loi est abrogé.

15. L'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 57 des lois de 1970, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

« **15. 1.** Le Bureau doit, subordonné à ses règlements, admettre comme membre de l'Ordre, tout citoyen canadien domicilié au Québec et tout candidat remplissant les conditions fixées à l'article 44 du Code des professions, qui détient un diplôme reconnu par le lieutenant-gouverneur en conseil comme donnant ouverture

10. Section 11 of the said act is amended:

(a) by replacing the word "Corporation" in the third line of paragraph *a* by the word "Order";

(b) by replacing the word "Corporation" in the first line of paragraph *b* by the word "Order";

(c) by striking out paragraph *e*.

11. Section 12 of the said act is amended:

(a) by replacing the word "Corporation" in the first line of the first paragraph by the word "Order";

(b) by replacing the word "Corporation" in the second line of the second paragraph by the word "Order".

12. The said act is amended by striking out the words "STUDY AND TO" in the title of Division IV.

13. Section 13 of the said act is amended:

(a) by replacing the word "board" in the first line of each of the first, third and fourth paragraphs by the word "committee";

(b) by replacing the word "Corporation" in the fifth line of the first paragraph by the word "Order".

14. Section 14 of the said act is repealed.

15. Section 15 of the said act, amended by section 15 of chapter 57 of the statutes of 1970, is again amended:

(a) by replacing subsection 1 by the following:

“**15. (1)** The Bureau shall admit as a member of the Order, subject to its by-laws, any Canadian citizen domiciled in the province of Québec and any candidate who fulfils the conditions prescribed by section 44 of the Professional Code, who holds a diploma recognized by the Lieutenant-Governor in Council as

à un permis d'exercice de la profession d'ingénieur ou qui détient un diplôme jugé équivalent par le Bureau. »;

b) en remplaçant, dans le paragraphe 2, ce qui précède le sous-paragraphe *a* par ce qui suit:

« 2. Le Bureau doit de plus admettre comme membre de l'Ordre tout citoyen canadien et tout candidat remplissant les conditions fixées à l'article 44 du Code des professions qui démontre »;

c) en retranchant le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2;

d) en remplaçant, dans la quatrième ligne du sous-paragraphe *c* du paragraphe 2, les mots « la Corporation » par les mots « l'Ordre »;

e) en remplaçant, dans les sixième et douzième lignes du sous-paragraphe *f* du paragraphe 2, le mot « bureau » par le mot « comité »;

f) en remplaçant, dans les sixième et septième lignes du sous-paragraphe *f* du paragraphe 2, les mots « la Corporation » par les mots « l'Ordre »;

g) en remplaçant, dans la première ligne du dernier alinéa du paragraphe 2, le mot « bureau » par le mot « comité ».

16. L'article 17 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 57 des lois de 1970, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, le mot « bureau » par le mot « comité »;

b) en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots « la Corporation » par les mots « l'Ordre »;

c) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du second alinéa, les mots « la Corporation » par les mots « l'Ordre »;

d) en remplaçant les deux dernières lignes du second alinéa par ce qui suit: « 44 du Code des professions ».

17. L'article 19 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les douzième et treizième lignes du paragraphe 1, dans la dernière ligne du paragraphe 2 et dans les première et deuxième lignes du paragraphe 3, les mots « la Corporation » par les mots « l'Ordre ».

leading to a permit to practise the profession of engineer, or holds a diploma considered equivalent by the Bureau.”;

(b) by replacing everything in subsection 2 that precedes subparagraph *a* by the following:

“(2) The Bureau shall also admit as a member of the Order any Canadian citizen and any candidate who fulfils the conditions prescribed by section 44 of the Professional Code who establishes”;

(c) by striking out subparagraph *b* of subsection 2;

(d) by replacing the word “Corporation” in the fourth and fifth lines of subparagraph *c* of subsection 2 by the word “Order”;

(e) by replacing the word “board” in the sixth and twelfth lines of subparagraph *f* of subsection 2 by the word “committee”;

(f) by replacing the word “Corporation” in the sixth line of subparagraph *f* of subsection 2 by the word “Order”;

(g) by replacing the word “board” in the first line of the last paragraph of subsection 2 by the word “committee”.

16. Section 17 of the said act, amended by section 16 of chapter 57 of the statutes of 1970, is again amended:

(a) by replacing the word “board” in the second line of the first paragraph by the word “committee”;

(b) by replacing the word “Corporation” in the fifth and sixth lines of the first paragraph by the word “Order”;

(c) by replacing the word “Corporation” in the third line of the second paragraph by the word “Order”;

(d) by replacing the words and numbers “4 of the Professional Matriculation Act (Chap. 246)” in the last two lines of the second paragraph by the words and number “44 of the Professional Code”.

17. Section 19 of the said act is amended by replacing the word “Corporation” in the thirteenth line of subsection 1, in the last line of subsection 2, and in the second line of subsection 3 by the word “Order”.

18. L'article 20 de ladite loi, modifié par l'article 17 du chapitre 57 des lois de 1970, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

« **20.** Le Bureau peut accepter comme membre, conformément à l'article 46 du Code des professions, une personne qui n'est pas citoyen canadien et qui ne remplit pas les conditions fixées à l'article 44 dudit code, mais qui est domiciliée au Québec et possède la compétence voulue et dont les services sont requis au Québec comme spécialiste. Ce membre temporaire doit être admis pour un emploi donné et ne peut exercer qu'aux fins de cet emploi. »

19. L'article 21 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots « ou un certificat annuel »;

b) en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots « ou ce certificat »;

c) en remplaçant, dans la dernière ligne, les mots « la Corporation » par les mots « l'Ordre ».

20. La section v de ladite loi, comprenant les articles 22 à 26, est abrogée.

21. L'article 27 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots « la Corporation » par les mots « l'Ordre »;

b) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe 2° et dans la dernière ligne du paragraphe 6°, les mots « la Corporation » par les mots « l'Ordre »;

c) en remplaçant les neuf dernières lignes par ce qui suit: « des peines prévues à l'article 177 du Code des professions. »

22. L'article 28 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **28.** 1. Les poursuites pour le recouvrement des amendes imposées en vertu

18. Section 20 of the said act, amended by section 17 of chapter 57 of the statutes of 1970, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

“**20.** The Bureau may accept as a member, in accordance with section 46 of the Professional Code, a person who is not a Canadian citizen and does not fulfil the conditions prescribed by section 44 of the said Code but is domiciled in the province of Québec, is otherwise qualified and whose services as a specialist are required in the province of Québec. Such temporary member must be admitted for specific employment and shall not practise except for the purposes of that employment.”

19. Section 21 of the said act is amended:

(a) by striking out the words “or a certificate of yearly membership” in the second and third lines;

(b) by striking out the words “or certificate” in the fourth line;

(c) by replacing the word “Corporation” in the last line by the word “Order”.

20. Division v of the said act, comprising sections 22 to 26, is repealed.

21. Section 27 of the said act is amended:

(a) by replacing the word “Corporation” in the second line by the word “Order”;

(b) by replacing the word “Corporation” in the last line of paragraph 2 and in the last line of paragraph 6 by the word “Order”;

(c) by replacing the last eleven lines by the following: “is guilty of an offence and is liable to the penalties provided in section 177 of the Professional Code.”

22. Section 28 of the said act is replaced by the following:

“**28.** (1) Proceedings to recover the fines imposed under this act may be

de la présente loi peuvent être intentées par le procureur général ou, sur résolution du Bureau, par l'Ordre.

2. Lorsqu'une poursuite est intentée par le procureur général, l'amende perçue est versée au fonds consolidé du revenu; lorsqu'une poursuite est intentée par l'Ordre, l'amende perçue est versée à celui-ci. »

23. L'article 29 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe 1 et dans les sixième, septième, neuvième et dixième lignes du second alinéa du paragraphe 2, les mots « la Corporation » par les mots « l'Ordre »;

b) en ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant:

« 3. Tout enquêteur désigné par le Bureau peut pénétrer à toute heure raisonnable dans un chantier de construction, afin de constater si les dispositions du paragraphe 1 sont respectées. Cet enquêteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat signé par le secrétaire de l'Ordre, attestant sa qualité.

24. L'article 32 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les quatrième, sixième et septième lignes, les mots « la Corporation » par les mots « l'Ordre ».

25. Dans toute loi ou proclamation, dans tout arrêté en conseil, contrat ou document, le mot « Conseil », désignant le Conseil de la Corporation des ingénieurs du Québec, est remplacé par le mot « Bureau » désignant le Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

26. L'Ordre des ingénieurs du Québec assume toutes les obligations de la Corporation des ingénieurs du Québec et est substitué à ses droits dans les limites de ceux qui lui sont attribués par la Loi des ingénieurs, telle qu'elle est modifiée par la présente loi.

27. Le Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec est constitué provisoirement des membres du Conseil de la Corporation des ingénieurs du Québec lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

instituted by the Attorney-General or, upon a resolution by the Bureau, by the Order.

(2) When proceedings are instituted by the Attorney-General, the fine collected shall be paid into the consolidated revenue fund; when such proceedings are instituted by the Order, it shall receive payment of the fine collected."

23. Section 29 of the said act is amended:

(a) by replacing the word "Corporation" in the fourth line of subsection 1 and in the sixth and ninth lines of the second paragraph of subsection 2 by the word "Order";

(b) by adding, at the end the following subsection:

"(3) Any engineers designated by the Bureau may at any reasonable hour enter on a construction site for the purpose of verifying whether the provisions of subsection 1 are respected. Such investigator must, if it is requested of him, show a certificate signed by the secretary of the Order, certifying his capacity."

24. Section 32 of the said act is amended by replacing the word "Corporation" in the fourth and sixth lines, by the word "Order".

25. In any act, proclamation, order in council, contract or document, the word "Council", meaning the Council of the Corporation of Engineers of Québec, is replaced by the word "Bureau", meaning the Bureau of the Professional Corporation of Engineers of Québec.

26. The Order of Engineers of Québec assumes all the obligations of the Corporation of Engineers of Québec and is substituted in its rights to the extent of those attributed by the Engineers Act as amended by this act.

27. The Bureau of the Order of Engineers of Québec shall provisionally consist of the members of the Council of the Corporation of Engineers of Québec when this act comes into force.

Le Bureau de l'Ordre est aussi constitué provisoirement de quatre autres administrateurs nommés par l'Office des professions du Québec, de la manière prévue au Code des professions.

Le président de l'Ordre est provisoirement la personne qui était président de la Corporation des ingénieurs du Québec lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Le mandat du président et des autres membres du Bureau en fonction en vertu du présent article expire à la date où aurait expiré le mandat des membres du Conseil de la Corporation des ingénieurs du Québec. Toutefois, nonobstant l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à la première élection des membres du Bureau tenue conformément à la présente loi.

28. Tous les membres en règle de la Corporation des ingénieurs du Québec, à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont inscrits au tableau de l'Ordre des ingénieurs du Québec par le secrétaire de cette corporation. Le Bureau de l'Ordre délivre à chacun d'eux un permis; ce permis, dans les cas où il est accordé à une personne détenant un permis temporaire en vertu des articles 18 ou 19 de la Loi des ingénieurs ou à une personne admise temporairement comme membre de la Corporation des ingénieurs du Québec en vertu de l'article 20 de ladite loi, demeure assujéti aux mêmes conditions que le permis temporaire ou l'admission temporaire de cette personne.

29. Tout renvoi dans une loi générale ou spéciale, une proclamation, un arrêté en conseil, une ordonnance, un règlement, une résolution, une procédure, une décision disciplinaire, un certificat ou un autre document à une disposition de la Loi des ingénieurs (Statuts refondus, 1964, chapitre 262) est un renvoi à la disposition équivalente du Code des professions ou de la Loi des ingénieurs, telle qu'elle est modifiée par la présente loi, si une telle disposition existe.

30. Les règlements de la Corporation des ingénieurs du Québec, en vigueur lors

The Bureau of the Order shall also consist provisionally of four other directors appointed by the Québec Professions Board in the manner provided in the Professional Code.

The president of the Order shall provisionally be the person who is the president of the Corporation of Engineers of Québec when this act comes into force.

The term of office of the president and the other members of the Bureau in office under this section shall expire on the date on which the term of the members of the Council of the Corporation of Engineers of Québec would have expired. However, notwithstanding the expiry of their term, they shall remain in office until the first election of the members of the Bureau held under this act.

28. All the members in good standing of the Corporation of Engineers of Québec on the date when this act comes into force shall be entered on the roll of the Professional Order of Engineers of Québec by the secretary of that corporation. The Bureau of the Order shall issue a permit to each of them; such permit, when granted to a person holding a temporary license under sections 18 and 19 of the Engineers Act or to a person admitted temporarily as a member of the Corporation of Engineers of Québec under section 20 of the said act, shall be subject to the same conditions as the temporary license or temporary admission of that person.

29. Every reference in any general law or special act, proclamation, order in council, order, by-law, regulation, resolution, proceeding, disciplinary decision, certificate or other document to a provision of the Engineers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 262) is a reference to the equivalent provision of the Professional Code or of the Engineers Act as amended by this act, if there is such a provision.

30. The by-laws of the Corporation of Engineers of Québec in force when this

de l'entrée en vigueur de la présente loi, continuent de l'être pour une période n'excédant pas douze mois ou pour toute autre période fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec les dispositions du Code des professions et de la Loi des ingénieurs, telle qu'elle est modifiée par la présente loi, à moins qu'ils ne soient abrogés, remplacés ou modifiés conformément audit code ou à ladite loi.

31. Les affaires relatives à la discipline des membres de la Corporation des ingénieurs du Québec, pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont continuées et décidées par l'organisme qui en était saisi suivant la Loi des ingénieurs telle qu'elle était avant d'être modifiée par la présente loi.

Les membres de l'organisme saisis d'une affaire doivent la terminer, nonobstant l'expiration de leur mandat.

32. Les dépenses encourues pour la rémunération des membres du Bureau nommés par l'Office des professions du Québec sont payées, pour les exercices financiers 1972/1973 et 1973/1974, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices financiers subséquents, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

33. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

act comes into force continue in force for a period not exceeding twelve months or for any other period fixed by the Lieutenant-Governor in Council so far as they are not inconsistent with the Professional Code and the Engineers Act as amended by this act unless repealed, replaced or amended in accordance with the said Code or act.

31. Proceedings pending relating to the discipline of the members of the Corporation of Engineers of Québec when this act comes into force are continued and decided by the body to which they were referred under the Engineers Act before amendment by this act.

The members of a body to which any proceeding is referred must concluded it, notwithstanding the expiry of their term of office.

[[**32.** The expenses incurred for the remuneration of the members of the Bureau appointed by the Québec Professions Board shall be paid, for the fiscal years 1972/1973 and 1973/1974, out of the consolidated revenue fund and, for subsequent fiscal years, out of the moneys granted each year for that purpose by the Legislature.]]

33. The provisions of this act shall come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.